

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/N/NLD/6  
15 février 2001

(01-0758)

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: anglais

## NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	<b>Membre de l'Accord adressant la notification:</b> <u>PAYS-BAS</u> <b>Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):</b>
2.	<b>Organisme responsable:</b> Ministère de la santé, de la prévoyance sociale et des sports <b>Les nom et adresse (y compris les numéros de téléphone et de télex et les adresses de courrier électronique et de site Web, le cas échéant) de l'organisme ou de l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doivent être indiqués si cet organisme ou cette autorité est différent de l'organisme susmentionné:</b>
3.	<b>Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [ ], 5.6.2 [ ], 5.7.1 [ ], autres:</b>
4.	<b>Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant):</b> Tissus humain, transformé ou non, et produits fabriqués à partir de ce tissu.
5.	<b>Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié:</b> Projet de loi sur l'innocuité et la qualité du tissu humain
6.	<b>Teneur:</b> Ce projet de loi concerne le tissu humain, autrement dit le tissu d'origine humaine destiné, sous forme transformée ou non, au traitement médical. Il prévoit premièrement l'obligation de remettre le tissu humain, une fois disponible, à une banque d'organes agréée par le Ministre (sauf les exceptions prévues à l'article 4). En principe, l'importation de tissu humain est réservée aux banques d'organes agréées (article 7). Deuxièmement, il permet d'établir des prescriptions pour le prélèvement, le stockage, le traitement, le transport, le transfert et l'importation de tissu humain, aussi bien par des centres et des banques d'organes que par des tierces parties (article 8, paragraphes 1 et 2). Troisièmement, il interdit la fourniture de tissu humain transformé sans l'autorisation d'un établissement désigné par le Ministre (article 6).
7.	<b>Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant:</b> Le projet de loi vise à garantir l'innocuité et la qualité du tissu humain pour protéger le receveur, c'est-à-dire la personne pour laquelle le tissu est utilisé dans le traitement médical, contre la transmission de maladies infectieuses et contre les produits de mauvaise qualité.  Au paragraphe 2 de l'article 6 figure une clause de reconnaissance mutuelle pour l'inspection des tissus humains transformés. Les tissus humains non transformés importés doivent être analysés systématiquement par une banque d'organes pour éviter les risques en matière de santé publique.

<b>8.</b>	<b>Documents pertinents: -</b>
<b>9.</b>	<b>Date projetée pour l'adoption:</b> 31 décembre 2001 <b>Date projetée pour l'entrée en vigueur:</b> 1 <sup>er</sup> janvier 2002
<b>10.</b>	<b>Date limite pour la présentation des observations:</b> 23 avril 2001
<b>11.</b>	<b>Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu:</b> point national d'information [X] ou adresse, numéros de téléphone et de télécopieur, et adresses de courrier électronique et de site Web, le cas échéant, d'un autre organisme: